

N° 5059<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI**

- 1) portant création de l'Université de Luxembourg
- 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public
- 3) modifiant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur
- 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales
- 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
- 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant
  - a) réforme de la formation des instituteurs,
  - b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et
  - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire

\* \* \*

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(18.6.2003)

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 19 (2) de la loi portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une nouvelle série d'amendements au projet de loi sous rubrique adoptés par la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture dans sa réunion du 18 juin 2003<sup>1</sup>.

Une réunion entre des représentants du Conseil d'Etat et Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a porté notamment sur la compatibilité du projet avec les articles 23 et 36 de la Constitution, et ce à la lumière des arrêts No 15/03 du 3 janvier 2003 et No 17/03 du 7 mars 2003 de la Cour constitutionnelle. La Cour constitutionnelle y a retenu que dans les domaines réservés à la loi, le recours au règlement ne sera possible que sur des points de détail dans des domaines que la loi devra clairement délimiter. Or il semblerait que la matière de l'enseignement constitue un tel domaine réservé, dans la mesure où l'article 23 de la Constitution réserve effectivement à la loi „tout ce qui est relatif à l'enseignement“. L'article 36 de la Constitution réserve ensuite au seul Grand-Duc le pouvoir d'adopter des actes réglementaires d'exécution de la loi. Il ne saurait donc y avoir d'autres

---

<sup>1</sup> Les amendements parlementaires envoyés le 21 mai 2003 ont été intégrés dans le libellé des articles, *les amendements formulés suite aux remarques du Conseil d'Etat faites lors d'une entrevue avec Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sont en caractères gras*.

pouvoirs réglementaires autonomes à côté de celui du Grand-Duc. Compte tenu de la matière couverte par le projet de loi, il y a donc un risque effectif de voir le juge constitutionnel estimer qu'en l'occurrence le législateur aura défini d'une façon insuffisante les principes qui sont à la base du fonctionnement de l'Université dans le domaine de l'enseignement et que pour le surplus, certains des pouvoirs accordés aux organes de l'Université en vue d'organiser sa nécessaire autonomie et la flexibilité dans son fonctionnement, se heurtent au monopole d'adoption des actes réglementaires d'exécution de la loi du Grand-Duc.

L'autonomie de l'Université voulue par les auteurs du projet constitue certes un argument politique de poids, mais ne saurait contrecarrer d'un point de vue juridique l'interprétation particulièrement rigide qui est faite de notre norme juridique suprême. Plusieurs dispositions du projet de loi se heurtent en effet au monopole réglementaire du Grand-Duc, en attribuant à des organes de l'Université la prérogative d'adopter des actes à portée réglementaire relatifs à l'enseignement. Tel est le cas pour les articles 13(5), 16j,k et 25 (2)i et j. La question se pose également, si, sur tous ces points, le projet de loi entre suffisamment dans le détail au niveau de la définition des principes qui régissent ces aspects du fonctionnement de l'Université. Les amendements proposés ci-dessous porteront essentiellement sur ces articles et le texte du projet de loi est ainsi ajusté pour tenir compte de l'interprétation de la Constitution par la Cour constitutionnelle.

Il convient de relever que ces amendements portent sur les différentes dispositions du projet de loi qui sont au sens de l'article 23 de la Constitution „relatives à l'enseignement“, c'est-à-dire à l'organisation pédagogique de l'enseignement. D'autres dispositions qui touchent à l'organisation administrative de l'établissement public „Université“ ne sont pas affectées par ces amendements. Il y a en effet une distinction à faire entre d'une part la fonction d'un établissement public (cette fonction est constituée en l'occurrence par l'enseignement universitaire) et, d'autre part, l'organisation de cet établissement public. Dans la mesure où il s'agit uniquement d'organiser de façon interne l'Université (recrutement des personnels – personnel dirigeant, administratif et enseignant – liés à l'Université par un contrat de travail, grille des rémunérations, organigramme, etc.), les dispositions y relatives ne tombent pas dans la réserve de la loi de l'article 23 de la Constitution, ce dernier ne couvrant que les dispositifs relatifs à l'enseignement lui-même. Il s'agit en outre d'aspects du fonctionnement de l'Université qui n'ont aucun caractère réglementaire et qui ne nécessitent pas l'intervention du Grand-Duc.

En outre, il y a lieu de noter que l'article 9 du texte amendé prévoit que les droits et devoirs des étudiants seront fixés par une charte annexée au règlement d'ordre intérieur. Cette écriture repose sur une conception dans laquelle les relations entre l'Université et ses étudiants sont de nature essentiellement administrative. Afin de maintenir l'autonomie de l'Université sur ce point et de lui permettre de définir elle-même cette charte, il est proposé de faire en sorte que les relations entre l'Université et ses étudiants s'apparentent plus à des relations de nature contractuelle. Lors de leur inscription les étudiants devront signer la charte et s'engager à la respecter; tel sera aussi le cas pour les enseignants pour lesquels un document analogue est prévu. La signature de ces documents indique la nature de l'adoption de ces textes et la manière dont ils seront portés à la connaissance des personnes concernées.

Finalement, la question a été posée si le fait de rendre obligatoire une certaine mobilité des étudiants (article 6 du projet, article 6 du projet amendé) était compatible avec le principe constitutionnel que „chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger“. La création de l'Université de Luxembourg ne remet pas en cause ce principe. En effet, la création de l'Université constitue un élargissement de l'offre universitaire puisque jusqu'à présent il était impossible de faire ses études universitaires à Luxembourg. La mobilité fait partie intégrante du programme des études, dont le futur étudiant prend connaissance au moment où il signe les documents de son inscription à l'Université. L'Université formule ainsi „une offre contractuelle“. In fine, l'étudiant reste libre d'accepter cette offre et de choisir son université.

#### *Amendement 1*

##### **Art. 4. Objectifs spécifiques de la mission d'enseignement**

**~~Dans le cadre des objectifs généraux et des principes fondateurs repris aux articles 2 et 3, l'Université peut organiser des enseignements dans tous les domaines de la science et des arts, ainsi que des enseignements spécialisés dans des domaines qui correspondent à l'évolution des besoins économiques, sociaux et culturels, tels qu'arrêtés dans les contrats d'établissement successifs définis à l'article 44.~~**

Dans le cadre des objectifs généraux et des principes fondateurs repris aux articles 2 et 3, l'Université peut organiser des enseignements en chimie, biologie, physique, mathématiques, médecine, technologie, sciences de l'ingénieur, informatique, communication, droit, sciences économiques, sciences financières, gestion, administration, management, sciences humaines, lettres, sciences du langage, sciences de l'éducation et dans les disciplines artistiques.

#### *Amendement 2*

##### **Art. 6. Niveaux d'études et grades**

(1) L'Université peut mettre en oeuvre trois niveaux d'études. Chaque niveau conduit à la délivrance d'un grade qui sanctionne les connaissances, les compétences et, le cas échéant, les éléments de qualification professionnelle. Les grades sont le bachelor, le master et le doctorat. ~~Chaque niveau comporte une période obligatoire de mobilité pendant laquelle l'étudiant inscrit à l'Université poursuit ses études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger. Le grade de bachelor ne peut être délivré que si l'étudiant inscrit à l'Université a poursuivi une période obligatoire d'études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger.~~

(2) Le premier niveau correspond à une formation universitaire initiale sanctionnée par le grade de bachelor. La formation est:

- a) à caractère fondamental et sanctionnée par un bachelor académique;
- b) à caractère professionnel et sanctionnée par un bachelor professionnel.

(3) Le deuxième niveau correspond à une formation universitaire avancée, sanctionnée par le grade de master; le deuxième niveau permet aux étudiants de compléter leurs connaissances, d'approfondir leur culture et, le cas échéant, de les initier à la recherche correspondante. Il est soit:

- a) à caractère fondamental, sanctionné par un master académique;
- b) à caractère professionnel, sanctionné par un master professionnel.

(4) Le troisième niveau est consacré aux travaux de recherche permettant la soutenance d'une thèse. Il est sanctionné par le doctorat.

(5) La durée des études pour les deux premiers niveaux est de cinq ans. En principe, la durée du troisième niveau est au minimum de trois ans.

(6) Outre ces grades, l'Université peut délivrer des diplômes et des certificats sanctionnant des formations intermédiaires de type court aux différents niveaux.

**(7) Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont appréciées, soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Les modalités de ce contrôle tiennent compte des contraintes spécifiques des étudiants accueillis au titre de l'apprentissage et de l'actualisation des connaissances tout au long de la vie. Elles doivent être arrêtées au plus tard à la fin du premier mois de l'année d'enseignement et elles ne peuvent être modifiées en cours d'année.**

#### *Amendement 3*

##### **Nouvel Art. 7. Contrôle des connaissances**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances des étudiants sont appréciées soit par un contrôle continu, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Un règlement grand-ducal relatif à l'obtention des grades de bachelor et de master détermine, sur la base des critères énumérés ci-dessous, les conditions et les modalités d'attribution desdits grades:

- \* le nombre de crédits d'enseignement pour l'obtention de chaque grade;
- \* les conditions requises pour se présenter aux examens;

- \* la liste des épreuves, leur nature, leur durée, leur coefficient, la répartition éventuelle entre le contrôle continu et terminal ainsi que le régime des épreuves écrites, pratiques et orales;
- \* les notes minimales que l'étudiant doit obtenir pour que l'examen soit validé;
- \* la durée maximale des études pour l'obtention d'un grade;
- \* le nombre de fois qu'un candidat est autorisé à présenter un examen déterminé;
- \* les conditions d'approbation des sujets de mémoire et de direction des travaux de recherche;
- \* les conditions requises pour la constitution et la composition des jurys d'examen.

Pour ce qui est du grade de doctorat, un règlement grand-ducal détermine les conditions et les modalités d'attribution dudit grade en se basant sur les critères suivants:

- \* les conditions d'admission au doctorat;
- \* la direction de thèse;
- \* les conditions requises pour la constitution et la composition des jurys de thèse;
- \* les conditions requises pour autoriser la soutenance de la thèse et les modalités de déroulement de la soutenance;
- \* les notes ou mentions minimales que le candidat doit obtenir pour l'obtention du grade;
- \* les conditions de refus ou d'ajournement.

Seuls peuvent participer aux jurys et être présents aux délibérations des enseignants-chercheurs, des chercheurs ou des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition du recteur.

#### *Amendement 4*

##### **Nouvel Art. 9. Validation des acquis professionnels**

Toute personne qui a exercé pendant au moins trois ans une activité professionnelle, salariée, non salariée ou bénévole, en rapport avec l'objet de sa demande, peut demander la validation des acquis de son expérience pour justifier tout ou partie des connaissances et des aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme ou titre délivré. Toute personne peut également demander la validation des études supérieures qu'elle a accomplies, notamment à l'étranger.

La validation prévue à l'article 10 est prononcée par un jury dont les membres sont désignés par le recteur en fonction de la nature de la validation demandée. Pour la validation des acquis de l'expérience, ce jury comprend, outre les enseignants-chercheurs qui en constituent la majorité, des personnes compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée.

Le jury se prononce au vu d'un dossier constitué par le candidat, à l'issue d'un entretien avec ce dernier et, le cas échéant, d'une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée, lorsque cette procédure est prévue par l'autorité qui délivre la certification. Il se prononce également sur l'étendue de la validation et, en cas de validation partielle, sur la nature des connaissances et aptitudes devant faire l'objet d'un contrôle complémentaire.

La validation produit les mêmes effets que le succès à l'épreuve ou aux épreuves de contrôle des connaissances et des aptitudes qu'elle remplace.

#### *Amendement 5*

##### **Art. 9. Droits et devoirs des étudiants**

Les droits et les devoirs des étudiants sont définis dans une charte annexée au règlement d'ordre intérieur de l'Université. Cette charte est signée et acceptée par l'étudiant au moment de son inscription à l'Université.

#### *Amendement 6*

##### **Art. 13. Faculté**

(1) La faculté regroupe les ~~filères d'enseignements~~ et les domaines de recherches qui sont de son ressort.

(2) Le fonctionnement interne de la faculté est arrêté par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 12.

(3) L'Université comprend les facultés suivantes:

- a) la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication;
- b) la Faculté de Droit, d'Economie et de Finances;
- c) la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education.

(4) La faculté peut être subdivisée **en départements. Le département sous-structures qui regroupent** les enseignements et les projets de recherche représentant des disciplines voisines et qui constituent entre elles un ensemble scientifique. Exceptionnellement, **une sous-structure** peut être rattachée directement au rectorat. **Le département peut se subdiviser en sous-structures.**

**(5) D'autres facultés peuvent être créées ou supprimées dans le contrat d'établissement visé à l'article 44, sur proposition du recteur visé à l'article 20 et après approbation du conseil de gouvernance visé aux articles 16 et 17.**

#### *Amendement 7*

##### **Art. 14. Centres interdisciplinaires**

(1) Le centre interdisciplinaire regroupe des enseignements et des recherches sur des thématiques transversales à plusieurs disciplines. Il favorise des approches novatrices et des perspectives nouvelles.

(2) Le centre interdisciplinaire dispose d'un budget alimenté par le budget global de l'Université ainsi que par des apports externes transitant par le budget global de l'Université.

(3) Le centre interdisciplinaire est dirigé par un directeur nommé par le conseil de gouvernance, sur proposition du recteur, et après avis du conseil universitaire. Il peut s'adjoindre, le cas échéant, un organe consultatif pour l'orientation scientifique du centre. Les attributions du directeur sont définies dans le règlement d'ordre intérieur.

(4) Les critères de participation aux centres interdisciplinaires ainsi que le fonctionnement interne sont déterminés par le règlement d'ordre intérieur.

(5) Le centre interdisciplinaire peut accueillir des étudiants dans le cadre de formations avancées et doctorales. Il offre à ces étudiants un encadrement scientifique et une ouverture internationale.

**(6) Le centre interdisciplinaire est créé et supprimé dans le contrat d'établissement sur proposition de recteur visé à l'article 20 et après approbation du conseil de gouvernance visé aux articles 16 et 17. Il est créé pour une période de sept ans, renouvelable une fois. Il peut être créé trois centres interdisciplinaires au plus.**

#### *Amendement 8*

##### **Art. 16. Attributions**

Le conseil de gouvernance arrête la politique générale et les choix stratégiques de l'Université et exerce le contrôle sur les activités de l'Université.

Pour ce faire, il:

- a) nomme et révoque le recteur, les vice-recteurs, les directeurs des centres interdisciplinaires et le directeur administratif;
- b) élabore et arrête le règlement d'ordre intérieur de l'Université;
- c) élabore et arrête l'échelle des rémunérations;
- d) arrête les prises de participation, la création de filiales, l'acceptation de dons et de legs;
- e) élabore et arrête l'organigramme de l'Université et de ses composantes;
- f) arrête le plan pluriannuel de développement de l'Université visé à l'article 44;

- g) arrête le projet de contrat d'établissement à conclure avec l'Etat, visé à l'article 44, et approuve le résultat des négociations entre le recteur et l'Etat concernant le contrat en question;
- h) arrête le projet de budget et le budget annuels;
- i) arrête le rapport d'activités et le décompte annuels;
- j) arrête la création, le maintien et la suppression de composantes et de sous-structures;**
- k) ~~arrête la création, le maintien et la suppression de filières d'enseignement et d'axes de recherche et veille à ce qu'ils soient en cohérence avec la politique générale de l'Université;~~**
- l) nomme et révoque les professeurs;
- m) conclut et révoque tout contrat et toute convention;
- n) vérifie périodiquement la conformité des activités de l'Université avec le plan pluriannuel de développement et le contrat d'établissement conclu avec l'Etat ;
- o) saisit le rectorat de toutes les questions concernant notamment la gestion et le développement de l'Université.

Le conseil de gouvernance prend toutes les décisions en relation avec les points a), b), c), d) sous réserve de l'approbation du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Le ministre exerce son droit d'approbation dans les 60 jours qui suivent la réception de la décision du conseil de gouvernance. Passé ce délai il est présumé être d'accord et la décision peut être exécutée.

En cas de refus d'approbation à notifier par écrit au conseil de gouvernance avant l'expiration du prédit délai, le conseil de gouvernance délibère à nouveau sur le même objet. Si le différend persiste, le ministre tranchera définitivement.

#### *Amendement 9*

##### **Art. 20. Recteur**

(1) Le recteur est nommé par le conseil de gouvernance, après consultation du conseil universitaire. Il peut être révoqué par le conseil de gouvernance après consultation du conseil universitaire. La nomination du recteur et la révocation du recteur sont approuvées par le Gouvernement en conseil.

(2) Il porte le titre de Recteur de l'Université de Luxembourg.

(3) Le recteur doit être ou doit avoir été professeur d'université. Les fonctions de recteur sont incompatibles avec celles de président du conseil de gouvernance, de doyen de faculté et de directeur de centre interdisciplinaire.

(4) Le recteur, par sa signature, engage l'Université administrativement et financièrement jusqu'à concurrence de 250.000 euros pour autant qu'à son jugement ces affaires correspondent à la politique générale définie par le conseil de gouvernance. Pour tout engagement dépassant 250.000 euros la signature conjointe du recteur et du président du conseil de gouvernance est requise.

(5) Le recteur dirige l'Université en collaboration avec les membres du rectorat et des organes de l'Université. Il est le chef hiérarchique des personnels enseignants et non enseignants de l'Université.

(6) Outre la gestion journalière, le recteur exerce les attributions suivantes:

- a) il préside le conseil universitaire et met en application ses décisions;
- b) il nomme les doyens et propose les vice-recteurs et les directeurs des centres interdisciplinaires au conseil de gouvernance;
- c) il élabore la politique générale et les choix stratégiques de l'Université;
- d) il élabore le plan pluriannuel de développement visé à l'article 44;
- e) il élabore le projet de budget et le budget annuel;
- f) il élabore le rapport d'activités et le décompte annuels;
- g) il propose la création, le maintien et la suppression de nouvelles sous-structures;**
- h) il propose la création, le maintien et la suppression de filières d'enseignements et d'axes de recherche;**



- i) il nomme et révoque les enseignants-chercheurs dans le cadre des procédures de recrutement, de nomination et de promotion, à l'exception des professeurs;
- j) il décide en dernière instance de l'admission des étudiants;
- k) il propose la signature d'accords et de conventions, les prises de participation, la création de filiales, l'acceptation de dons et de legs ainsi que les acquisitions immobilières;
- l) il affecte, aux différents services de l'Université, les personnels administratifs et techniques;
- m) il négocie, tout contrat et convention et notamment le contrat d'établissement avec l'Etat visé à l'article 44;
- n) il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'Université et il assure la gestion du patrimoine de l'Université;
- o) il représente l'Université à l'égard de tiers ainsi qu'en justice;
- p) il assure la liaison de l'Université avec le ministère ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions et avec le conseil de gouvernance;
- q) il est le gardien du sceau de l'Université et délivre les grades, les diplômes et les certificats couverts par celui-ci;
- r) il est responsable du maintien de l'ordre dans les locaux de l'Université;
- s) il veille à la mise en application du règlement d'ordre intérieur.

(7) Dans les limites définies dans le règlement d'ordre intérieur, il peut déléguer sa signature aux vice-recteurs, au directeur administratif, aux doyens pour les affaires qui concernent leurs facultés respectives et aux directeurs des centres interdisciplinaires pour les affaires qui concernent leurs centres respectifs.

(8) En cas d'absence imprévue excédant une semaine, le recteur peut être remplacé temporairement par un vice-recteur désigné par le président du conseil de gouvernance.

#### *Amendement 10*

##### **Art. 25. Attributions**

(1) Le conseil universitaire assiste le recteur lors de l'élaboration du plan pluriannuel de développement et, par ses délibérations, il règle les affaires pédagogiques et scientifiques de l'Université.

(2) Le conseil universitaire exerce les attributions suivantes:

- a) il émet un avis concernant le plan de développement pluriannuel;
- b) il émet un avis concernant le projet de budget annuel;
- c) il émet un avis concernant le rapport d'activités et le décompte annuels;
- d) il émet un avis concernant la création, le maintien et la suppression de sous-structures ;
- e) il émet un avis concernant la création, le maintien et la suppression de voies de formation et d'axes de recherche;
- f) il émet un avis concernant les prises de participation, la création de filiales, l'acceptation de dons et de legs ainsi que les acquisitions immobilières;
- g) il émet un avis concernant le règlement d'ordre intérieur de l'Université;
- h) il propose les accords et les conventions de coopération scientifique et pédagogique;
- i) il arrête les règlements d'études et d'examens il est consulté au cours de la phase d'élaboration des règlements grand-ducaux portant sur les conditions et les modalités d'attribution des grades de bachelor, de master et de doctorat;**
- j) il arrête les principes de validation des grades, des diplômes et des certificats décernés;**
- k) il est le lieu de recours en cas de contestation des décisions prises à l'encontre d'étudiants, les modalités du recours étant définies par règlement d'ordre intérieur; il crée en son sein une commission de discipline qui est le lieu de recours en cas de contestation des décisions prises à l'encontre d'étudiants; elle est composée paritairement de représentants des étudiants et de membres du conseil universitaire. Les modalités du recours sont définies par règlement d'ordre intérieur. L'étudiant**

- ou l'auditeur qui enfreint les règles et usages de l'Université est passible des sanctions suivantes compte tenu de la gravité de l'infraction: a. l'avertissement, b. la suspension, c. l'exclusion;
- l) il constitue une commission d'éthique composée de 11 personnes dont 6 appartiennent à la communauté universitaire et 5 n'appartiennent pas à la communauté universitaire; les membres de la commission d'éthique sont élus par les membres du conseil universitaire pour un mandat de 5 ans renouvelable; la commission d'éthique élit son président parmi ses membres;
- m) il peut en tout temps décider, à la majorité de ses membres, de soumettre au rectorat une proposition ou une question d'intérêt général à laquelle celui-ci doit donner une réponse écrite dans un délai de 3 mois.
- n) il donne l'autorisation à diriger des recherches

#### *Amendement 11*

##### **Art. 27. Décanat**

(1) Sous l'autorité du recteur, la faculté est dirigée par le doyen. Le doyen est professeur de l'Université. Il est nommé par le recteur, sur proposition du corps académique visé à l'article 32, affecté à la faculté et regroupé en conseil.

(2) Il est assisté par un conseil facultaire **qui définit propose le programme pédagogique de la faculté et le programme de recherche de la faculté dans le cadre du contrat d'établissement.** La composition et le mode de fonctionnement sont fixés par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 12.

(3) Le conseil facultaire constitue en son sein des commissions de professeurs chargés d'accorder l'autorisation à diriger des recherches dans une discipline déterminée rattachée à la faculté. Ces commissions sont présidées par le doyen.

#### *Amendement 12*

##### **Art. 33. Fonctions du corps académique des enseignants-chercheurs**

Les fonctions du corps académique des enseignants-chercheurs s'exercent dans les domaines suivants:

- a) enseignement incluant formation initiale, avancée, doctorale et continue, tutorat, orientation, conseil et contrôle des connaissances;
- b) recherche;
- c) diffusion des connaissances et liaison avec l'environnement économique, social et culturel;
- d) coopération internationale;
- e) administration et gestion.

Les enseignants-chercheurs du corps académique partagent, en règle générale, leur temps entre les tâches liées aux fonctions ci-dessus.

Les droits et devoirs des enseignants-chercheurs sont définis dans une charte annexée au règlement d'ordre intérieur. **Cette charte est signée et acceptée par l'enseignant-chercheur au moment de son engagement.**

Copie de la présente est envoyée pour information au Ministre des Relations avec le Parlement et au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

*Président de la Chambre des Députés*